Nouvelles locales du jeudi 24 et vendredi 25 février 2011

@rib News, 25/02/2011
 SĂ©curitĂ© - Pasteur Mpangaje (alias Giswi) a Ă©tĂ© tuĂ© ce jeudi vers 21 heures du soir dans la commune urbaine de Kanyosha par des hommes armĂ©s. La veuve de la victime accuse les jeunes du parti au pouvoir connu sous le nom d'Imbonerakure d'Ă©tre derriĂ©re cette attaque meurtriĂ©re. « On l'accusait d'Ă©tre mem et c'est pour cela qu'il a Ă©tĂ© tuĂ© » a racontĂ© la femme du dĂ©funt. (Isanganiro/Bonesha)
 - « Quand un membre du parti au pouvoir meurt, mĂ©me l'administrateur se lĂ©ve pour venir voir ce qui s'est passĂ© quand il s'agit des membres des autres partis, rien n'est fait » ont accusĂ© les membres de la famille de la victime, ajoute que les fideles de Rwasa sont toujours la cibles des jeunes du parti au pouvoir qui patrouillent la nuit armĂ©s alors qu'ils sont de simples civiles. (Isanganiro)- La situation a failli dĂ©gĂ©nĂ©rer en catastrophe lors de l'enterrement de la car les membres de la famille de la victime n'ont pas supportĂ© la prĂ©sence des membres du parti au pouvoir CNDD- FDD au lieu de l'enterrement, parti dont les jeunes seraient l'origine de cette mort. Ils se sont lancĂ© des injures pendant que les autres chantaient au cimetiĂ©re, priant pour le disparu. La situation est comme ainsi dans cette partie de la ville de Bujumbura alors que les autres parties de la capitale d'autres cas d'assassinats ciblĂ©s sont aussi rapportĂ©s. (Bonesha)
 La victime Ă©tait pĂ©re de 5 enfants et membre du FNL fidĂ©le Ă© Agathon Rwasa. Il vivait de la vente des briques cuites, a-t-on constatĂ© sur place. La localitĂ© de Ruziba est devenue ces derniers jours le thĂ©Ă©tre d'assassinats. Les partis d'opposition ont qualifiĂ© hier dans une confĂ©rence de presse que les tireurs seraient des « mĂ©contents », frustrĂ©s par la gestion maladroite du pouvoir en place. Le pouvoir de son cĂ©tĂ© qualifie les tireurs de « bandits ». (Isanganiro)- Le porte-parole du gouvernement burundais Philippe Nzobonariba se dit inquiet par les propos du prĂ©sident du parti Sahwanya FRODEBU LĂ©once Ngendakumana. Selon lui, ces gens qui tirent ne sont pas des mĂ©contents, mais de simples malfaiteurs. Nzobonariba s'interroge s'il n'y a pas de relation entre lui et les groupes de bandits armĂ©s qui tuent au Burundi. S'il n'y a pas de relation, un simple examen de conscience est nĂ©cessaire pour Ă©viter de dire du mal qui n'importe quoi. Il met en garde les reprĂ©sentants des partis politiques que le gouvernement ne les considĂ©re pas comme des membres de l'ADC ikibiri mais comme des membres de leurs partis. (Isanganiro)
 Politique- Mme Christine Ndayishimiye, ancienne ministre des droits de l'homme au Burundi a Ă©tĂ© choisi pour remplacer Mme Bukuru Marguerite au poste de vice-prĂ©sidente de la Commission Electorale Nationale IndĂ©pendante, CENI. Elle remplace une vice-prĂ©sidente qui vient de dĂ©missionner pour occuper un autre poste. (Bonesha)- Un congrĂ©s du parti CNDD-FDD qui Ă©tait prĂ©vu avant la fin de ce mois serait reportĂ© Ă© la fin du mois prochain, pour des raisons non encore connues. Selon des sources proches du parti au pouvoir, il y aurait des malentendus entre les membres de ce parti qui veulent se diviser sur fond des cas de dĂ©tournement des deniers publics. Le prĂ©sident de ce mĂ©me parti souligne cependant que cela n'est que rumeur et que le parti finalise certains travaux de construction de leur permanence Ă© Bujumbura, et le congrĂ©s pourraient avoir lieu Ă© la fin du mois prochain. (Rpa)- Le porte-parole du parti FRODEBU Pancrace Cimpaye dĂ©ploire que le rapport de la situation des droits de l'homme vient de passer trois ans sans Ă©tre dĂ©posĂ© devant le Conseil des droits de l'homme Ă© GĂ©nĂ©ve. Cimpaye souligne qu'il est tout Ă© fait comprĂ©hensible que le pouvoir de Bujumbura refuse Ă© l'expert indĂ©pendant de faire ce rapport. Il souligne que la cause de tout cela est que le gouvernement ne peut pas accepter de mettre Ă© la surface la rĂ©alitĂ© sur les cas de gens retrouvĂ©s morts aprĂ©s leurs arrestations par la police. (Isanganiro)- L'opposition burundaise rĂ©unie au sein de l'Alliance des DĂ©mocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri) demande au gouvernement burundais d'amorcer un dialogue entre les partis d'opposition et lui dans le but de vider, une fois pour toute, les questions politico-sociales qui hantent le pays. Dans une confĂ©rence de presse animĂ©e par ces mĂ©mes partis au siĂ©ge du parti UPD-Zigamibanga dans la commune urbaine de Rohero ce jeudi, les partis d'opposition, par la voix du confĂ©rencier du jour, LĂ©once Ngendakumana, prĂ©sident en exercice de l'ADC et prĂ©sident du parti FRODEBU, ont soulignĂ© que le ministre de l'IntĂ©rieur ayant dans ses attributions la gestion des partis politiques, milite pour la destruction des partis politiques. (Rpa/Isanganiro)- « L'ADC ikibiri n'est pas du cĂ©tĂ© de ceux qui tirent, mais il faut que leurs identitĂ©s soient dĂ©clarĂ©es pour Ă©viter le pire dans le pays et ensuite, il faut les Ă©couter car, ils ne sont pas du tout fous quand ils attaquent mĂ©me des positions policiĂ©res, Ă© » a martelĂ© M. Ngendakumana. Les partis de l'opposition qui regrettent le dĂ©part vers la clandestinitĂ© de certains des leaders des opposants politiques burundais disent « tendre la main au gouvernement pour des nĂ©gociations dans le but de vider une fois pour toute, les questions qui hantent le Burundi ». « Que le pouvoir se souvienne qu'il n'a pas gagnĂ© le combat car le CNDD-FDD est venu suite aux nĂ©gociations, donc ils ne sont pas tellement intelligents que les autres, Ă© » a encore soulignĂ© Ngendakumana, ajoutant qu'ils doivent Ă©couter par ceux-lĂ© qui ne veulent pas l'accepter. (Isanganiro/Rpa/Bonesha)
 Justice - 35 candidats cadres Ă© la Cour des comptes ont Ă©tĂ© approuvĂ©s par l'AssemblĂ©e nationale burundaise. Cette action qui a durĂ© beaucoup de temps suite aux inquiĂ©tudes Ă©lus du peuple qui trouvaient que la liste Ă©tait essentiellement faite de jeunes diplĂ©mĂ©s qui n'ont pas assez de compĂ©tences surtout qu'ils avaient terminĂ© des UniversitĂ©s privĂ©es avec une note basse. (Bonesha)